



Conseil économique et social

Provisoire
26 août 2010
Français
Original : anglais

²³ Session de fond de 2010

Compte rendu analytique provisoire de la 15^e séance (chambre B)

Tenue au Siège, à New York, le mercredi 30 juin 2010, à 10 heures

Président : Octavio Errazuriz (Vice-Président) (Chili)

Sommaire

- c) Examen ministériel annuel : Mise en œuvre des objectifs arrêtés et des engagements pris sur le plan international en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation de la femme (suite) (E/2004/4-E/CN.6/2010/2; E/2010/47, 58, 59, 60-63, 65-67, 71,75,78,80,81,92; E/2010/NGO/3, 5,6, 10-18,20,22-25,27,28,30-38,40,42-51,53-56,58,59,61,63-65,67-71, 75,77-81,85,87 et 88)
- d) Discussion thématique : tendances et difficultés mondiales et nationales actuelles et leurs incidences sur l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme (E/2010/49, E/2010/4-E/CN.6/2010/2, E/2010/15 et Add.1 et E/2010/33)

Les rectifications au présent compte rendu doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.

10-43014X (F)



Merci de recycler

La séance est ouverte à 10 h 15.

c) Examen ministériel annuel : mise en œuvre des objectifs arrêtés et des engagements pris sur le plan international en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation de la femme (suite) (E/2004/4-E/CN.6/2010/2; E/2010/47, 58, 59, 60-63, 65-67, 71,75,78,80,81,92; E/2010/NGO/3, 5,6, 10-18,20,22-25,27,28,30-38,40,42-51,53-56,58,59,61,63-65,67-71, 75,77-81,85,87 et 88)

d) Discussion thématique : tendances et difficultés mondiales et nationales actuelles et leurs incidences sur l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme (E/2010/49, E/2010/4-E/CN.6/2010/2, E/2010/15 et Add.1 et E/2010/33)

1. **M. Sha Zukang** (Secrétaire général adjoint pour les affaires économiques et sociales), présentant les rapports du Secrétaire général pour le quatrième examen ministériel annuel et pour le débat thématique de l'année en cours, dit que beaucoup de choses ont changé depuis la Quatrième Conférence mondiale de Beijing sur les femmes. Par exemple, l'accès des femmes à l'emploi a crû lentement, les filets de sécurité sociale et les systèmes de microcrédit ont rendu les femmes plus autonomes et atténué la pauvreté, les femmes ont plus aisément accès à la terre, à l'éducation et aux services de santé, les délits de violence à l'égard des femmes font l'objet d'une plus grande attention et il y a eu progrès, lents mais réguliers, dans le nombre de femmes qui siègent dans les parlements. Il reste néanmoins un certain nombre de sujets de préoccupation, notamment la nécessité d'éduquer les hommes et les garçons quant aux droits humains des femmes, le grand nombre de femmes qui exercent des emplois mal payés ou précaires, l'impact de la crise économique, en particulier sur les femmes, et la toujours insuffisante représentation des femmes dans tous les compartiments de la prise des décisions économiques et politiques.

2. Les statistiques relatives à la représentation politique des femmes sont inacceptables dans la mesure où cette représentation peut être le moteur de l'égalité des sexes. La réalisation d'objectifs de développement agréés par la communauté internationale est gravement compromise dans les sociétés où on ne permet pas aux femmes et aux filles d'y participer à égalité avec le sexe masculin. Les défis

auxquels est confrontée la communauté internationale à cet égard font apparaître quatre tendances en particulier. Tout d'abord, on n'a pas remédié aux faiblesses systémiques de l'économie mondiale et il faut que les mesures de reprise économique soient spécialement conçues pour aider les femmes. Ensuite, les femmes portent le poids des pressions accrues de l'insécurité alimentaire, étant les premières à être touchées par la volatilité des prix. Troisièmement, les impacts les plus graves du changement climatique sont ressentis de manière disproportionnée par les femmes. En quatrième lieu, les crises humanitaires intensifient les inégalités entre les sexes et retardent les progrès vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

3. Il faut que la communauté internationale résolve ces problèmes par des interventions tactiques. Un plus fort engagement politique, une direction ferme à tous les niveaux et des actions concrètes assorties de calendriers sont nécessaires pour répondre aux besoins des femmes. Investir dans les femmes et les filles a un effet multiplicateur : quand on accorde aux femmes les mêmes droits et les mêmes chances qu'aux hommes, c'est une formidable source de potentiel humain qui se libère. La session actuelle du Conseil servira à informer la communauté internationale sur les progrès accomplis à cet égard et à inciter tout le monde à travailler davantage à faire progresser la condition de la femme dans le monde.

4. Une table-ronde a eu lieu ensuite sur le thème « Le rôle des femmes dans les pays qui sont dans des situations particulières », présidée par M. Octavio Errazuriz (Chili), Vice-Président du Conseil, et qui a eu pour animatrice Mme Carla Koppel (Directrice, Initiative pour une sécurité sans exclusive), qui a fait une déclaration et présenté les membres de la table-ronde : M^{me} Leymah Gbowee (Directrice exécutive, Women in Peace and Security Network Africa), M^{me} Frances Stewart (Directrice, Centre for Research on Inequality, Human Security and Ethnicity, Department for International Development, Université d'Oxford), M. Jan Egeland (Directeur, Institut norvégien d'affaires internationales) et M^{me} Graciana del Castillo (Senior Research Scholar, Université Columbia). M. Patrick Hayford (Directeur, Bureau du conseiller spécial pour l'Afrique) a fait une déclaration au nom du Secrétaire général adjoint, Conseiller spécial pour l'Afrique et Haut Représentant des pays les moins développés, des pays enclavés et des petits

États insulaires en développement. Les membres de la table-ronde ont fait un exposé. Un dialogue interactif a ensuite eu lieu auquel ont pris part les délégations des États-Unis d'Amérique, du Népal, de l'Indonésie, de l'Argentine, de l'Australie (au nom du Forum des îles du Pacifique) et de la République de Corée. Des déclarations ont été faites par l'Observateur de l'Union européenne, la représentante du Fonds de développement des nations Unies pour la femme (UNIFEM) et les représentantes de l'International Presentation Association et de la Fédération internationale pour la planification familiale. Les membres de la table-ronde ont répondu aux questions qui ont été posées et aux observations qui ont été faites. L'animatrice a fait les observations finales et mis fin à la table-ronde.

La séance est levée à 13 h 5.